

Christophe Hutin

GILLES PINSON

Votre parcours est étonnant ! Après un échec à l'École de la marine marchande, vous vous retrouvez à Soweto à 19 ans. En 2021, vous voilà architecte et commissaire du pavillon français à la Biennale d'architecture de Venise. Comment en êtes-vous arrivé là ?

J'ai grandi dans un petit village d'altitude dans les Hautes-Pyrénées. C'est peut-être ce qui m'a poussé à vouloir devenir marin, car en montagne on n'a pas d'horizon au sens propre du terme. J'ai aussi de la famille en Bretagne, un pays de voyageurs et de marins. J'avais envie de voyager et d'avoir un horizon. J'ai raté à deux reprises le concours de la marine marchande. Je crois qu'on se construit dans les échecs. Ces échecs ont été au final bénéfiques pour moi. Ça m'a permis de rebondir et de partir en Afrique du Sud. Pourquoi l'Afrique du Sud ? Parce que c'était l'actualité, c'était le printemps 1994, les premières élections post-apartheid.

C'est cette expérience en Afrique du Sud qui m'a conduit vers le logement. Dans le quartier où je vivais, il y avait des mariages tous les week-ends. J'y étais systématiquement invité comme élément exotique. Le samedi, on faisait la fête, et le dimanche, il fallait construire la maison des jeunes mariés. J'ai participé à ces constructions. J'étais assez nul, je n'avais aucune compétence mais cette expérience m'a bouleversé.

Je me suis dit que c'était ce que j'avais envie de faire dans la vie. J'ai pensé bêtement que c'est ce qu'on apprenait à faire dans les études d'architecture, construire des maisons avec les moyens du bord. En fait pas du tout... J'ai fait des études d'architecture mais je n'ai pas forcément appris des choses qui ont prolongé cette expérience.

« L'énergie que mettent les habitants dans l'acte d'habiter devrait être la matière première de l'architecte »

Comment passe-t-on de l'expérience de la construction de maisons à Soweto à ce que vous racontez sur ce que vous appelez les « communautés à l'œuvre » ?

Je pense qu'il faut toujours se rappeler qu'habiter c'est une action. Lorsqu'on habite, on n'est pas passif. L'énergie que mettent les habitants dans l'acte d'habiter, elle peut et doit transformer l'architecture. C'est une ressource pour l'architecture mais qui, dans les faits, est malheureusement insuffisamment mobilisée. En Afrique du Sud, je me suis retrouvé à participer à cette action d'habiter. Les gens construisent, transforment, renouvellent au quotidien leur maison. Il y a derrière tout cela une formidable dynamique collective et sociale. On ne fait pas les choses tout seul, il y a toujours des gens qui viennent filer un coup de main, des gens compétents, des gens moins compétents, la famille, un Français qui est là par hasard. Dans

mon travail d'architecte, c'est cette énergie des habitants, des communautés qu'il m'intéresse de mobiliser. On l'a fait au Grand Parc à Bordeaux. Je travaille actuellement dans une ancienne cité de transit à Mérignac-Beutre, où on voit que depuis plus de 50 ans, les gens ont modifié leur habitat. Ils sont très actifs et j'essaie de faire en sorte que cette dynamique puisse être prise en compte dans la façon dont on engage un processus de transformation en architecture.

Comment cette pratique trouve-t-elle sa place dans la manière dont en France on a recours à l'architecture ? À travers les concours ? Dans le rapport avec les bailleurs sociaux ou les promoteurs ? Y a-t-il un espace pour travailler comme vous le faites ?

A priori non, mais il faut créer les espaces. C'est très compliqué. Quand on achète une maison ou quand on loue un appartement, on n'a pas trop d'espace de création en tant qu'habitant. Pourtant, les gens arrivent toujours à trouver des interstices, à trouver des moyens, des dispositifs d'improvisation, de contournement qui font qu'on arrive à agir sur son habitat. En architecture, c'est un peu ça qu'on essaie de faire aussi, trouver des procédures dans des endroits où on peut agir et travailler comme je viens de dire. Par exemple, les 93 maisons qu'on refait à



Christophe Hutin est une figure qui détonne dans le paysage de l'architecture bordelaise et française. Depuis plus de 20 ans, il propose une réflexion critique sur l'architecture et les modes de production de la ville et du logement. Pour ressourcer les pratiques des professionnels de l'acte de construire, il défend l'idée d'une mobilisation de l'expertise et de l'expérience habitante. C'est aussi un farouche contempteur de la démolition des grands ensembles comme en témoigne sa participation, aux côtés de l'agence Lacaton et Vassal, à la réhabilitation du quartier du Grand Parc à Bordeaux. En 2021, il a représenté la France à la 17^e Biennale internationale d'architecture de Venise, y défendant le rôle des « communautés à l'œuvre » dans l'acte de bâtir.



Mérignac-Beutre, on a commencé par reconnaître que ce travail que les habitants font depuis 50 ans pour transformer, agrandir leur maison, c'est notre base de travail. Reconnaître ce travail, c'est déjà un projet en fait.

C'est vrai que la commande en architecture n'est pas vraiment faite pour travailler comme ça. Notre travail d'architecte, c'est de faire en sorte de modifier la commande initiale par la façon dont on opère, par le processus qu'on engage. Je m'inspire pour cela de ce qu'écrit John Dewey¹ sur l'enquête. L'architecte doit enquêter tout au long de son travail de conception, se confronter à la réalité des pratiques

et des expériences des habitants et impliquer ces derniers dans l'enquête. Mais pour l'architecte, ça implique de s'engager dans le projet, de changer ses outils, ses modes de pensée, ses habitudes. Donc, c'est compliqué.

La loi MOP² qui organise la commande en architecture nous oblige à travailler dans un système linéaire, progressif, unidirectionnel. On part d'une idée simple ou schématique, et puis on va la détailler, la préciser, à travers différentes phases jusqu'à atteindre un niveau de précision permettant de communiquer des instructions à l'entreprise qui effectue les travaux. C'est un processus qui, pour moi,

n'est pas optimal, qui est limitant. Je pense qu'on devrait être dans les allers-retours, dans des itérations permanentes dès le départ. C'est cela qui permet une réelle confrontation avec la complexité. On ne peut pas être dans une approche schématique ou par le plan masse comme si on était à plusieurs kilomètres de l'objet et puis, petit à petit, on va rentrer dans l'objet. Il faut être dans l'architecture, dans la situation qu'on opère dès le départ. Et pour ça on ne peut pas faire l'économie de l'humain, de la complexité des situations.

1 | John Dewey (1859-1952) est un philosophe, psychologue et pédagogue états-unien, considéré comme la figure du courant dit pragmatiste en sciences humaines et sociales. Au cœur de sa pensée, on trouve la notion d'« enquête » qui est pour lui un moyen essentiel de construction de la connaissance mais aussi un outil démocratique d'émancipation.

2 | La loi « Maîtrise d'Ouvrage Publique » (MOP) de 1985 est la loi qui organise les relations entre le maître d'ouvrage (le commanditaire) et le maître d'œuvre (l'architecte).

Et de la présence sur place ?

Évidemment. Puisque la prise en compte du réel c'est forcément sur place.

Comment se traduit concrètement cette démarche de l'enquête ?

Cela dépend des projets et des situations mais par exemple à Mérignac-Beutre, on occupe une maison depuis deux ans. On a énormément de présence sur le terrain justement pour avoir des outils de connaissance les plus précis et les plus avancés possibles pour pouvoir intervenir.

Observer plus, construire moins. Plus on a de connaissances de la situation, moins on a à intervenir. Gilles Clément dit cela à propos de son travail de paysagiste et de jardinier : « observer plus, jardiner moins ». Je me suis réapproprié la phrase et l'ai déclinée pour l'architecture : « observer plus, construire moins ».

Donc le rôle de l'architecte aujourd'hui, ce n'est pas que de construire ?

Effectivement. Le problème c'est qu'on a toujours abordé la question de l'architecture par une approche matérialiste, par la construction. Je ne suis pas contre la construction, c'est quelque chose que j'apprécie et on met beaucoup de soin et d'attention dans les projets qu'on fait. Ce que je veux dire c'est que le sujet ce n'est pas la construction, le sujet c'est la vie qui s'installe à l'intérieur. Il y a une dimension immatérielle dans l'architecture. Cette dimension est davantage prise en compte par les sciences sociales.

Plus généralement, la question que je me pose aujourd'hui : peut-on encore construire ? Face aux enjeux climatiques et écologiques, je trouve que nous sommes parfois complètement

déraisonnables dans la façon dont on opère. On ne peut pas continuer à construire, démolir, refaire tout le temps. Or on ne sait faire que ça. Il faut prendre en compte les situations habitées et agir sur la ville existante. Cette ville existante, on l'a démontré au Grand Parc, a les capacités d'être augmentée, de façon très simple, très économe. Peut-être faut-il aujourd'hui, en tant qu'architecte, se donner comme

« Observer plus, construire moins. »

objectif d'arrêter de construire. C'est peut-être un suicide professionnel ce que je dis, mais en tout cas, il faut repenser le métier !

Que pensez-vous du projet actuel de détruire des tours dans le quartier de Saïge à Pessac ?

C'est une affaire très douloureuse pour moi. On démolit beaucoup trop en France. Dans le cadre du Programme national de rénovation urbaine, on a démoli 80 000 logements sociaux. On reconstruit autant qu'on démolit, paraît-il, mais au final le solde c'est zéro. Ce sont donc des milliards d'argent public qui sont investis pour un solde de zéro. Moi ça me questionne. La démolition c'est aussi démolir tous les liens sociaux, toute la vie sociale de nos quartiers, le rapport affectif que les gens peuvent avoir avec leur logement. Démolir c'est dire aux gens qu'ils n'ont pas le droit à avoir un projet de vie, une histoire dans un logement, dans un quartier. Moi je trouve que c'est très brutal, c'est violent et donc je m'oppose catégoriquement à la démolition.

On a fait l'opération GHI au Grand Parc qui pour moi aurait pu être une jurisprudence : plutôt que de démolir,

on peut opérer une mise à jour des logements qui permet de repartir pour très longtemps et de ne pas déranger les habitants. À la Benauge, la barre D, 160 logements, a été démolie, je me suis beaucoup investi sur ce sujet, j'ai bousculé le conseil municipal à l'époque, j'en ai pris plein la tête et là aujourd'hui on a une municipalité qui n'arrive pas à arrêter ce système. Et donc la barre a été démolie. C'est

douloureux pour moi parce qu'on a eu le prix de la ville de Bordeaux d'architecture pour le projet du Grand Parc et

en même temps la ville de Bordeaux continue à démolir des barres qui sont complètement analogues. À Saïge, c'est hallucinant. On a 480 logements qui vont être démolis avec un mépris des gens sur place. On fait des concertations pendant deux semaines, première quinzaine d'août... Et là, plus de la moitié des locataires ont signé une pétition contre la démolition. Cette pétition n'est pas prise en compte au moment des votes. Il y a un déficit de démocratie qui est monstrueux. Cette décision est incompréhensible. Elle est aberrante sur le plan écologique. On nous demande d'avoir des bilans carbone positifs sur des constructions neuves. Je m'excuse, mais quand on démolit 480 logements, on va mettre un siècle à s'en remettre sur le plan du bilan carbone. Aberrante sur le plan financier. Je vous rappelle qu'on a modifié le tracé du tramway pour qu'il desserve Pessac-Saïge. Aberrante sur le plan de la mixité ! C'est quand même hallucinant de penser que, parce que tu vas enlever des gens qui sont en situation de logement social ou de précarité, tu vas favoriser la mixité sociale. La mixité sociale ça devrait être le contraire, le mélange de populations, mais pas par le fait d'enlever une catégorie de population, ceux qui

ont le plus de difficultés à accéder au logement, pour avoir une situation sociale correcte.

Quelle est votre position sur un des débats qui agite la région bordelaise et au-delà la France sur la question de la métropolisation, de l'opportunité de continuer à construire pour accueillir de nouvelles populations ou encore les débats autour de la densification ?

J'ai beaucoup cru un temps, quand j'étais jeune, à la décentralisation. Le problème c'est que la décentralisation a laissé la place à la métropolisation et qu'avec la métropolisation, on a recréé des bulles de centralisme délocalisées. Avant on avait un réseau en étoile autour de Paris qui profitait avant tout à Paris. Aujourd'hui, c'est la même chose mais au profit d'une poignée de métropoles de région. La métropole de Bordeaux, par exemple, récupère l'ensemble des investissements publics au détriment du reste de la région. Je trouve que ce n'est pas bien. Sur les transports, comme sur plein d'autres infrastructures, on n'aurait pas dû se contenter d'investir à Bordeaux, on aurait dû diffuser. On a pensé la métropole de Bordeaux comme un peu hors sol, déconnectée du reste du territoire. Je pense que c'est une erreur.

Il faudrait une décision politique très forte qui débouche sur une règle interdisant d'urbaniser et de viabiliser de nouveaux terrains. On a plein de zones déjà urbanisées, viabilisées et dans lesquelles les équipements et les infrastructures sont loin d'être à 100 % d'utilisation. Donc moi je pense qu'il faudrait qu'il n'y ait pas de constructions neuves, qu'il n'y ait pas de via-

bilisation de terrains nouveaux sur la métropole. Ça obligerait l'ensemble des investisseurs publics et privés à rentabiliser les équipements, à rentabiliser la ville actuelle et aujourd'hui on se retrouve avec des nouveaux quartiers qui concentrent tous les investissements publics et tout le reste de la ville finalement se dégrade et n'est pas pris en compte dans les investissements publics. Comment vous expliquez qu'on construise des quartiers, qu'on fasse Euratlantique et que rue de la Rousselle les immeubles s'effondrent ? Comment c'est possible ? Ce n'est pas normal ! On construit des bâtiments qui valent une fortune, on crée des équipements qui valent une fortune et tout ce qui

« Il faudrait une décision politique très forte qui débouche sur une règle interdisant d'urbaniser et de viabiliser de nouveaux terrains. »

est dégradé, tout ce qui devrait être réparé, qui mérite une attention, un travail, on ne s'en occupe pas. Et après quand on s'en occupe, c'est trop tard, c'est trop dégradé, il faut le péter, comme à Saïge ou comme ailleurs.

Mais alors comment faire pour traiter cette demande attribuée aux Français d'avoir de l'habitat individuel, si possible non mitoyen, si possible dans des zones périurbaines ?

Il y a plein de maisons en France qui n'attendent que d'être rénovées, d'être habitées par des gens, partout, dans tous les territoires. Peut-être que tout le monde peut trouver chaussure à son pied, déjà dans la société telle qu'elle est constituée, telle qu'elle existe. Le problème c'est qu'on ne fait jamais le lien entre tout ça. On pourrait déjà essayer de satisfaire cette demande

en mobilisant les logements vacants qui sont nombreux dans les zones rurales et les petites villes. Il y a une vacance de bâtiments existants qui est énorme en France.

Et puis, je pense fondamentalement que cette demande, elle est largement construite et entretenue par la pénurie de logements dans les zones les plus denses et les plus convoitées, les métropoles notamment. La pénurie de logements c'est ce qui tient le marché du logement. Ce n'est pas un discours complotiste. Mais je m'étonne quand dans un endroit où on ne peut pas loger les gens, on démolit les logements. Il y a une logique derrière. Et la pénurie de logements, c'est ça qui fait que les prix du marché sont maintenus.

Si on mettait à disposition beaucoup plus de constructions, des choses qui sont à disposition, peut-être que le marché du logement baisserait un petit peu. Le logement serait plus abordable. Or, ce n'est pas le cas. Donc moi ce que je vois c'est que le marché augmente, alors que la vacance augmente. Il y a quelque chose qui me paraît illogique. —